

1. Propriété industrielle

4386m 4/3

Inker-
ventioné
des
Comités
d'Orga-
nisation

INTERVENTION de 10 COMITES

d'ORGANISATION

1 - Propriété industrielle

24/12/43

MINISTERE DES FINANCES
et de l'ECONOMIE NATIONALE
Direction des Prix
1, rond-point des Champs-Élysées
PARIS.

Att 706

Monsieur le Directeur,

Par lettre n° 175 du 6 Décembre, M.M. les Ministres des Finances et de la Production Industrielle ont demandé à la S.N.C.F. de vous donner quelques renseignements sur les conditions d'application des dispositions de la circulaire n° 2474/77 du 20 Juin 1942 sur les prix de produits des industries mécaniques et électriques fabriqués sur devis.

J'ai l'honneur de vous les donner ci-après, pour ce qui concerne les approvisionnements de la S.N.C.F. :

1° - Quels sont ceux des produits qui, en fait, sont actuellement vendus sur devis et qui, pour des motifs à spécifier, devraient être considérés comme produits catalogués ou catalogables ou dérivés de ces derniers produits ?

Nous considérons, pour notre part, que les produits fabriqués en quantités relativement importantes, de façon suivie, d'après des spécifications techniques permanentes devraient être considérés comme catalogables car on ne voit aucune raison pour que leur prix de revient ne suive pas la même loi de variation que celui des pièces cataloguées.

Ils devraient, à notre avis, être considérées comme fabrications sur devis que des fabrications entreprises une seule fois ou à de longs intervalles et dont, par suite, le prix de revient ne peut être rattaché à aucun prix antérieur relativement récent. Bien entendu, si une mise en fabrication entraîne des frais spéciaux (outillages, montages) ils devraient pouvoir être facturés en sus du prix. L'expression "produits catalogués et catalogables" n'est peut-être pas susceptible d'une définition précise et la circulaire n° 2474/77 a dû recourir à des locutions vagues, telles que : "le plus souvent" "fréquemment". A notre avis, il serait préférable de distinguer les produits courants qui seraient ceux qui font l'objet d'une mise en fabrication au moins annuelle et les produits spéciaux. Nous avons, en effet, de nombreux exemples de produits catalogués qui sont vendus sur devis avec un accord que votre Direction a bien été obligée de donner.

.....

C'est le cas des pièces de rechange figurant sur le catalogue d'un constructeur, obtenues à partir d'une pièce brute fournie par un fondeur pour qui elle n'est pas catalogable.

C'est encore le cas de nombreuses pièces de frein qui figurent sur les catalogues des fabricants alors que le Comité MATFER déclare qu'aucune de ses fabrications n'est catalogable.

Nous sommes en tout cas obligés de nous élever contre le renvoi (1) de la circulaire qui exclut des produits catalogables ceux qui par leur nature sont réservés aux besoins propres d'un client déterminé.

Ainsi, du fait que certains matériels de chemin de fer sont destinés à une Société unique ils ne sauraient être catalogables, alors que si les anciens réseaux avaient subsisté ils pourraient l'être !

Nous devons d'ailleurs convenir que certains Comités d'Organisation n'ont pas cru pouvoir s'appuyer sur un tel texte et que les tubes à fumée de locomotive par exemple, sont considérés comme catalogables. Ces Comités ne sont malheureusement pas la majorité et la plupart s'en tiennent à la lettre du texte.

En dehors de ces arguments de logique, nous croyons devoir attirer l'attention sur deux conséquences pratiques de la procédure des prix sur devis, telle qu'elle est actuellement appliquée :

a) elle s'étend à un nombre toujours croissant de produits, en particulier par le jeu des cascades signalé ci-dessus, et en fonderie, par exemple, on peut dire qu'on ne fabrique presque plus de produits catalogables.

b) Pour un très grand nombre de fabricants "prix sur devis" est synonyme de "prix libres" et, malheureusement, étant donnée l'insuffisance des moyens dont dispose le Service Général de Contrôle Economique, il en est pratiquement ainsi. La vérification d'un devis est un travail long et délicat et un devis isolé est toujours justifiable, lorsqu'il ne contient pas d'erreurs grossières ou d'exagérations par trop manifestes. Nous avons vu ainsi le prix des semelles de sabots de frein qui, sous le régime de l'homologation, était de 244 fr les 100 kg passer, sous le régime des prix sur devis, à 385 fr, alors que les pièces de fonderie de même catégorie restées soumises à l'homologation ne subissaient qu'une hausse de 3 %. Il s'agit pourtant bien là de pièces de fabrication continue, en séries souvent importantes et qui n'ont pas subi de changements appréciables depuis longtemps. De même le prix des coeurs de croisement en acier moulé au manganèse est passé grosso modo de 1.400 à 1.800 fr à la suite du changement de procédure. Pour certaines pièces de mécanique les prix ont triplé de 1940 à 1943 alors que l'acier n'augmentait que de 36 %

En conclusion, nous proposerons notamment comme devant être classées parmi les pièces catalogables, les suivantes :

.....

C.O.I.F. - Sabots de frein - semelles de sabots de frein - tampons et plongeurs.

C.O.T.M. - Ressorts de choc, de traction - tendeurs d'attelage - boulons d'éclisse - outils de chauffe.

M.A.T.F.E.R. Appareils de frein unifiés - accouplements de chauffage.

Cette liste n'est pas limitative, mais elle peut servir de base à l'étude de principe.

2°) La procédure de facturation des produits dits dérivés de produits catalogables au sens de la définition donnée par la circulaire n° 2472/77 susvisée est-elle couramment observée ?

- Cette procédure n'a jusqu'ici, jamais été pratiquement employée dans les fournitures faites à la S.N.C.F. Il est pourtant des cas où elle semblait s'imposer, par exemple celui des rondelles Grower; nous commandons environ 50 tonnes par an de ces rondelles de forme et de dimensions normalisées, mais en imposant un essai qui exige l'emploi d'un acier de meilleure qualité que celui des rondelles que l'on trouve dans le commerce. Cette différence, bien que n'entraînant aucun changement dans la fabrication suffit pour que les rondelles nous soient facturées sur devis.

3°) Les circonstances économiques actuelles ont entraîné de nombreux changements de fournisseurs qui ont eu une répercussion sur les prix aussi bien des produits catalogables que des produits vendus sur devis. A-t-on constaté dans ces conditions des hausses anormales par rapport aux prix pratiqués auparavant par les anciens fournisseurs ? Indiquer succinctement les motifs pour lesquels les intéressés n'ont pu se procurer ces produits chez leur fournisseur habituel.

- Il y a eu, en effet, d'assez nombreux changements de fournisseurs dus aux circonstances actuelles. Il est souvent difficile d'en préciser la cause exacte. Ils sont parfois le fait :

- de décisions de répartiteurs ou de la Direction responsable du produit (cas des fabrications sur programme dans l'industrie textile);
- de décisions des Comités d'Organisation tendant à équilibrer la charge des usines de leurs ressortissants ou d'ententes officieuses poursuivant le même but pour leurs adhérents.

Dans quelle mesure certains changements ont-ils été dictés par des considérations de prix ? Nous en avons des exemples :

Certain appareillage électrique (interrupteurs tumbler) nous était autrefois fourni par une grande maison. La hausse autorisée sur cet appareillage lui ayant paru insuffisante, elle a déclaré ne plus pouvoir nous fournir, et nous a obligamment indiqué

.....

d'autres fabricants qui pourraient nous livrer des articles tout à fait analogues mais à des prix sensiblement plus élevés, car ils étaient pour eux des fabrications nouvelles.

Un autre cas particulièrement frappant, mais qui est pris en dehors des industries mécaniques et électriques est celui des briques réfractaires, pour lesquelles nous avons assisté à un chassé-croisé, le fournisseur désigné par l'Union des Produits Réfractaires pour un type de briques étant celui qui précisément ne fournissait pas le type en Septembre 1939; celui qui disposait des modèles s'abstenait et faisait des propositions pour un autre type.

Ces changements systématiques sont malgré tout restés assez rares, mais il est certain que d'assez nombreux fournisseurs estimant insuffisants - ou insuffisamment rémunérateurs - les prix qui résultaient des hausses autorisées par rapport à leur prix de Septembre 1939 s'abstenaient de faire des offres pour porter leurs efforts sur des fabrications dont le prix était moins strictement contrôlé. Lorsque nous avons reconnu que les prix en Septembre 1939 étaient anormalement bas, nous sommes nous-mêmes intervenus auprès de la Direction des Prix pour appuyer certaines demandes de rajustement (boulonnerie, sabots de frein, avant qu'ils fussent traités sur devis, amiante, etc..)

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Directeur du Service,

Signé : Coullie

S.N.C.F.

Paris, le 19 Novembre 1942

(reçu le 19-11-42 -

DIRECTION GENERALE

Enregt n°)

--
Service du
Contrôle des Marchés
--

- Droit de reproduction
des matériels et objets
fabriqués pour la S.N.C.F.

C.M. 72-27/5834

Messieurs les Directeurs des
Services Centraux A - T - V

J'ai soumis à M. le Directeur Général
les propositions formulées par la Conférence
du 17 septembre dernier au sujet du droit de
reproduction des matériels et objets fabriqués
pour la S.N.C.F.

Je vous envoie ci-joint copie de ma
lettre à M. le Directeur Général et de la
décision prise sur cette question.

Je vais aviser M. ROY de cette décision.

Le Chef du Service
du Contrôle des Marchés,

signé : OLIVIER

Copie à MM. GROS
DUFRIER

19/11/42 visé : COULLIE

DIRECTION GENERALE

Paris, le 7 novembre 1942

Service du
Contrôle des Marchés

- Droit de reproduction des
matériels et objets fabriqués
pour la S.N.C.F.

C.M. 72-27/5804

Monsieur le Directeur Général,

Le Comité MATFER a soumis au Service Central du Matériel et au Service des Approvisionnements, un projet de protocole fixant les conditions dans lesquelles la S.N.C.F. pourrait utiliser, pour les réparations du matériel ou l'achat de pièces de rechange, les dessins d'ensemble ou de détail qui lui auraient été remis par les constructeurs ou les fournisseurs en exécution des clauses de certains marchés.

Ce projet, que je vous envoie ci-joint avec la liste des 10 Comités d'Organisation au nom desquels il a été présenté, a été examiné le 6 juillet et le 17 septembre derniers au cours de deux réunions où étaient représentés le Service Central du Matériel, le Service des Installations Fixes et le Service des Approvisionnements. Entre temps, j'avais eu un entretien avec M. ROY pour lui faire préciser l'objet et le motif exacts de la demande formulée au nom des Comités d'Organisation dont il s'agit.

Il résulte de cet entretien, résumé dans le memento de notre réunion du 17 septembre ci-joint, que les Comités d'Organisation intéressés prétendent imposer à la S.N.C.F., d'une manière générale, l'obligation de recourir, pour les réparations de matériel et pour l'acquisition des pièces de rechange nécessaires à ces réparations, aux constructeurs qui ont fourni le matériel à réparer.

La majorité de la conférence a conclu au rejet de cette demande. Elle estime, en effet, que la S.N.C.F. ne peut que s'en tenir aux dispositions qui régissent la propriété industrielle, telles qu'elles sont interprétées par la doctrine et par la jurisprudence. Ces dispositions permettent à la S.N.C.F. de procéder librement à l'achat des pièces de rechange non brevetées et à l'exécution des réparations de son matériel même breveté. Pour ces réparations, la S.N.C.F. devrait donc s'adresser au constructeur initial si elle a avantage à le faire, mais elle ne devrait pas être liée d'avance avec lui. La rémunération du travail technique des inventeurs se trouve d'ailleurs comprise dans le prix d'achat du matériel.

Les représentants du Service Central du Matériel, tout en étant d'accord pour admettre en principe la solution indiquée ci-dessus, seraient d'avis de faire une exception pour les constructeurs de matériel moteur et de matériel roulant. Ils font remarquer qu'il est très difficile, au moment de la passation des commandes de prototypes, d'évaluer le développement susceptible d'être pris par les applications du matériel considéré et, par conséquent, de fixer une fois pour toutes la rémunération légitime à attribuer

.....

aux constructeurs. Il leur paraîtrait donc équitable de reconnaître à ces constructeurs, pour certaines pièces spéciales énumérées à l'avance, un droit de préférence qui constituerait en réalité une rémunération indirecte. Ce droit pourrait d'ailleurs être limité au cas où l'écart entre les prix demandés par le constructeur initial et par les autres fournisseurs éventuels ne dépasserait pas certaines limites. Les représentants du Service Central du Matériel craignent que si ce droit de préférence n'est pas accordé aux constructeurs, ceux-ci n'augmentent leurs prix de vente d'une manière peut-être exagérée et que, finalement, la solution soit plus onéreuse pour la S.N.C.F.

Cette thèse peut se défendre, encore qu'on puisse estimer que le constructeur d'un matériel sera toujours mieux placé que ses concurrents pour fabriquer les pièces de rechange.

Je vous serais obligé de vouloir bien me faire connaître si vous approuvez la proposition de la majorité de la conférence.

Au cas où vous jugeriez opportun d'admettre, comme le proposent les représentants du Service Central du Matériel, une exception pour certaines pièces concernant du matériel moteur ou du matériel roulant, je me mettrais en rapport avec les représentants du Service Central du Matériel pour vous présenter des propositions précises à ce sujet.

Le Chef du Service
du Contrôle des Marchés,

signé : OLIVIER

P.S. - Un incident récent vient de montrer tout l'intérêt que présente la question.

Le Service des Approvisionnements a eu à commander 105 robinets de réglage d'aménée d'eau pour pompe DABEG. La Sté DABEG a demandé, pour ces robinets, 2.780 frs pièce, alors que, dans une consultation auprès de concurrents possibles, le Service des Approvisionnements a obtenu le prix de 724 frs,50 pièce.

SERVICE DU CONTROLE DES MARCHES -

Il y a lieu de rejeter les prétentions du Comité d'Organisation, en s'en tenant à la législation. Il est impossible de nous remettre entre les mains d'un constructeur qui pourrait nous faire chanter.

Cela dit pour le principe, il nous est loisible, pour certains marchés, par dérogation au C.C.G., de prévoir un droit de préférence, à conditions égales, en faveur du constructeur, pour certaines pièces spécialement désignées dont la S.N.C.F. entendrait faire exécuter le remplacement ou la réparation par l'industrie privée. Mais il s'agira d'une clause particulière du marché, et non pas de l'application d'un système d'une portée générale.

8/11 - signé : BERTHELOT

P.S. - Par exemple, pour un marché d'autorails, nous pouvons prévoir les grosses réparations des moteurs ou le remplacement de certaines pièces importantes par le constructeur, c'est évident, et ce sera même à notre avantage : cela rentre dans la catégorie b). On peut trouver des exemples analogues ressortissant à la catégorie c). -

Copie conforme - signé : OLIVIER

- Extrait d'une note établie, en liaison avec le Service du Contentieux, par le Cabinet J. BONNET-THIRION -

(Copie de cette note a été adressée au Service A le 12 novembre 1942, sous n° 6271 Me (Bureau SJ), comme suite à la lettre Ack 1941 du 22/9/41 par laquelle ce Service demandait au Contentieux s'il était tenu, pour la fourniture de pièces de rechange de divers appareils pour le soufflage mesuré, système LEMAIRE, utilisés par la S.N.C.F., de s'adresser exclusivement à la Société d'Etudes mécaniques et d'Organisation industrielle titulaire des brevets dont ces appareils ont fait l'objet, ou s'il est lésible de faire appel à la concurrence).

.....

La question posée consiste essentiellement à savoir si, pour le remplacement des lames de ressorts visées plus haut, et notamment pour leur fourniture, vous pouvez faire appel à la concurrence.

D'après la situation résultant des renseignements qui précèdent, notre réponse sur ce point ne peut qu'être absolument négative.

Sans doute, l'on peut concevoir, dans une certaine mesure que l'acheteur devenu propriétaire d'un appareil breveté puisse réparer les parties de l'appareil qui ne font pas spécialement l'objet du brevet, puisse remplacer les organes accessoires qui n'exigent que de menues réparations d'atelier. De toute façon, cette faculté ne saurait aller jusqu'à une réfection complète qui aurait finalement pour effet de substituer à l'ancien appareil un appareil entièrement neuf.

Il ne faut pas oublier qu'aux termes de l'article 40 de la loi du 5 juillet 1844, qui régit toujours la matière : " toute atteinte portée aux droits du breveté, soit par la fabrication de produits, soit par l'emploi de moyens faisant l'objet de son brevet, constitue le délit de contrefaçon ".

Par application du principe ainsi énoncé, on doit considérer comme une contrefaçon parfaitement illicite, alors même qu'elle ne serait que partielle, la fabrication d'une pièce isolée, d'un organe détaché d'un appareil ou d'une machine breveté, si cette pièce, cet organe sont essentiels au brevet. Dans le cas contraire, on aboutirait, de réparation en réparation et de remplacement en remplacement à la reconstruction, à la transformation intégrale de l'appareil breveté, ce qui porterait évidemment atteinte au monopole de fait que le brevet doit, pendant un temps déterminé, assurer à son titulaire.

Il est donc certain qu'en la circonstance vous êtes tenu de vous adresser exclusivement au titulaire du brevet n° ... ou à son ayant droit.

PROROGATION des DELAIS en MATIERE de
PROPRIETE INDUSTRIELLE

Le Journal Officiel publie une loi en date du 12 octobre 1942 relative à la prorogation des délais en matière de propriété industrielle.

D'après cette loi, tous les délais fixés par les lois, règlements et conventions internationales en vigueur et relatifs à l'acquisition et à la conservation des droits de propriété industrielle, notamment en matière de brevets d'invention, de marques de fabrique et de dessins et modèles, non expirés au 21 août 1939, ou dont le point de départ remonte ou est postérieur à cette date sont prolongés jusqu'à une date qui sera fixée ultérieurement par décret. Ce décret fixera également les conditions dans lesquelles seront acquittées les Taxes arriérées et effectuées les formalités restant à accomplir.

Ce projet de memento n'a donné lieu à aucune observation de la part du Service A .

Il a été indiqué à M. le Chef du Service du Contrôle des Marchés que, dans le cas où M. le Directeur Général déciderait de faire reprendre la question pour le matériel moteur et roulant, il serait utile que le Service A soit représenté lors de cette étude, ce Service étant lui-même intéressé par l'achat des pièces destinées à l'entretien de ces matériels.

29 septembre 1942

MEMENTO de la Conférence réunie le 17 septembre 1942 sous la
présidence de M. OLIVIER, Chef du Service du Contrôle des Marchés.

Examen d'un projet de protocole
présenté par 10 Comités d'Organi-
sation sur le droit de reproduction
des matériels et objets fabriqués
pour la S.N.C.F.

Présents :

Service T :

Division Centrale Te	:	M. TONGAS
DEA	:	M. BERNARD
DEL	:	M. DELANQUE
DETE	:	M. BARBIER
DEV	:	M. LEJEUNE
BNCF	:	M. POISSON
Subdivision Centrale To	:	M. FONTAINE

Service V :

MM. DEQUEKER
MICHEL
DE BOUARD

Service A :

MM. SAMUEL
DEFER
THOMAS

Service C.M.

M. DANÉ

I - OBJET DE LA NOUVELLE REUNION.

Dans la réunion qui avait eu lieu le 6 juillet 1942, la
Conférence avait estimé qu'avant de soumettre des propositions à
M. le Directeur Général, il était souhaitable que M. OLIVIER ait un
entretien avec M. ROY pour lui faire préciser l'objet et le motif
exacts de la demande formulée par lui au nom des Comités d'Organisa-
tion intéressés.

M. OLIVIER résume l'entretien qu'il a eu à ce sujet avec
M. ROY, en présence de M. LEGRAND, du Service T.

II - RESUME DE L'ENTRETIEN DE M. OLIVIER AVEC M. ROY.

Tout d'abord, M. ROY a beaucoup insisté sur l'importance que
présentent les problèmes de propriété industrielle pour les créateurs
de matériel étudié spécialement pour la S.N.C.F. D'après M. ROY,
ces problèmes ne concernent pas seulement le matériel roulant et
moteur, le gros matériel électrique ou le matériel de signalisation,
ils concernent les matériels les plus divers et notamment de nombreux

.....

matériels et objets commandés actuellement par le Service des Approvisionnements. De nombreuses difficultés se seraient élevées, d'après lui, tant avec les anciens Réseaux qu'avec la S.N.C.F. depuis sa création, en ce qui concerne le droit, pour le Chemin de fer, de réparer lui-même ou de faire réparer, par qui bon lui semble, les matériels en cause ou de commander librement les pièces de rechange de ces matériels. Les ressortissants des Comités d'Organisation au nom desquels parle M. ROY se plaignent d'une tendance beaucoup trop marquée de la S.N.C.F. à dépouiller les constructeurs du fruit de leurs travaux techniques. M. ROY a été d'accord pour écarter du débat le matériel qui fait l'objet de marchés d'études et le matériel qui a été étudié conjointement par un constructeur et par la S.N.C.F. Il est d'accord également pour limiter la discussion aux matériels étudiés par le constructeur seul et en l'absence de tout marché d'études. Ces matériels peuvent être considérés comme comprenant 3 catégories de pièces :

- a) des pièces banales et que l'on trouve sous des formes et avec des constitutions analogues dans les ensembles les plus variés ;
- b) à l'opposé de la catégorie précédente, les ensembles couverts par la législation sur la propriété industrielle (brevets, marques, modèles) ;
- c) entre ces deux catégories, des pièces qui ne sont pas des pièces courantes et qui, cependant, ne sont pas couvertes par la législation sur la propriété industrielle.

Pour la catégorie a), M. ROY est entièrement d'accord pour que la S.N.C.F. se procure ou fabrique librement les pièces.

En revanche, pour la catégorie b), les Comités d'Organisation entendent nettement refuser à la S.N.C.F. le droit de les fabriquer ou de les commander librement.

M. OLIVIER a rappelé à M. ROY quel était l'état actuel de la doctrine et de la jurisprudence en la matière, doctrine et jurisprudence dont la teneur était résumée aux pages 3 et 4 du memento de la Conférence du 6 juillet. D'autre part, M. OLIVIER a rappelé à M. ROY que la disposition introduite à l'article 12 du CCC Fournitures du 1er janvier 1941, et par laquelle le constructeur accorde à la SNCF le droit de réparer elle-même ou de faire réparer les appareils qu'elle a acquis, au mieux de ses intérêts, par qui bon lui semble et de se procurer comme elle l'entend les pièces nécessaires à cette réparation sans avoir à payer le droit de licence, n'est que la reproduction de dispositions que la Commission Nationale des Marchés publics a insérées dans le projet de Cahier des Clauses et Conditions Générales applicables aux marchés de fournitures de l'Etat.

M. ROY a répliqué qu'il ne s'agissait que d'un projet et que les constructeurs s'élevaient aussi bien contre la règle que l'Etat envisage d'adopter que contre celle qui a déjà été adoptée par la S.N.C.F.

M. OLIVIER a répondu à M. ROY que la disposition qu'il incrimine ne fait en somme que reprendre, en l'exprimant simplement d'une manière un peu plus précise, la règle qui découle de la jurisprudence. M. ROY

....

a contesté ce point en faisant remarquer que, si la jurisprudence s'était prononcée aussi nettement dans le sens indiqué, la S.N.C.F. et l'Etat n'auraient pas éprouvé le besoin de reproduire la règle dans les documents régissant leurs marchés. Il en déduit que la S.N.C.F. et l'Etat veulent obtenir plus de droits que la jurisprudence ne leur en reconnaît et d'ailleurs, en ce qui le concerne, il conteste que la jurisprudence et la doctrine soient aussi nettement fixées qu'il a été indiqué.

(Sur ce point de la thèse de M. ROY, M. OLIVIER fait remarquer aux conférents qu'en matière de propriété industrielle on ne peut jamais considérer la jurisprudence comme fixée d'une manière uniforme et définitive et que c'est bien pour cette raison qu'une clause très nette a été insérée dans le Cahier des Charges susvisé).

M. OLIVIER a fait observer à M. ROY que la S.N.C.F. n'avait nullement le désir de dépouiller les inventeurs du fruit de leur travail technique. Elle sait parfaitement d'ailleurs qu'elle ne pourrait y arriver et que la rémunération du travail technique des inventeurs se trouve comprise dans le prix d'achat du matériel. Ce qu'elle désire, c'est de voir ce problème de rémunération traité en une seule fois, au moment de l'achat du matériel lui-même, et d'avoir ensuite les coudées franches pour l'entretien et la réparation de ce matériel, sans avoir à craindre, notamment, des litiges de propriété industrielle à l'occasion de l'entretien ou des réparations. L'expérience lui a montré que certains créateurs de matériel exigent, postérieurement à la vente du matériel, des prix excessifs pour la réparation dudit matériel ou pour la vente des pièces de rechange. C'est contre ces exigences excessives que la S.N.C.F. est absolument décidée à se prémunir.

M. ROY a reconnu très nettement que certains constructeurs de matériel avaient eu dans le passé des exigences excessives. C'est pour cette raison que les Comités d'Organisation sont prêts à admettre un contrôle des prix de revient exercé par la S.N.C.F. M. OLIVIER a répondu que les modalités admises actuellement pour ce contrôle ne paraissent pas donner à celui-ci une efficacité suffisante. D'autre part, les études de prix de revient restent toujours difficiles et le seraient encore, même si le plan comptable était adopté ce qui ne paraît d'ailleurs pas vraisemblable dans un avenir prochain. C'est pourquoi les mesures prévues dans le modus vivendi pour garantir la S.N.C.F. contre des abus que seraient tentés de commettre les créateurs de matériel ne paraissent pas suffisantes.

M. ROY admet également que les créateurs de matériel ont la possibilité d'obtenir une rémunération de leurs efforts techniques au moyen d'une majoration du prix de vente des matériels eux-mêmes, mais ce système ne leur convient pas. En effet, il y a une solidarité nécessaire, chez un grand constructeur, entre les Services d'études et les Ateliers de fabrication. Il est nécessaire que les Ateliers de fabrication aient du travail. Or, dans le système que préconise la S.N.C.F., le constructeur, après avoir fabriqué le matériel et obtenu, peut-être à ce moment, la rémunération lui permettant de faire vivre ses Services d'études, n'est pas assuré d'avoir, dans l'avenir, du travail susceptible d'alimenter ses ateliers de fabrication. Il est inadmissible que le

.....

créateur du matériel n'ait du travail pour ses ateliers qu'au moment de la fabrication du matériel. Il faut également que, par la suite, les ateliers de fabrication aient du travail grâce aux commandes de réparations et de pièces de rechange.

Ainsi, il y a déjà divergence entre les prétentions des Comités d'Organisation et les conclusions de la Conférence du 6 juillet en ce qui concerne le matériel breveté ou couvert par une marque de fabrique ou un dépôt de modèle.

Cette divergence s'accroît encore en ce qui concerne les pièces de la catégorie c). M. ROY a indiqué qu'il existe de nombreuses pièces qu'il n'est pas possible de faire couvrir par des brevets, marques ou modèles et qui, cependant, ne sont pas des pièces courantes et sont la manifestation du "potentiel technique" du constructeur. Les Comités d'Organisation représentés par M. ROY considèrent qu'il est inadmissible que la S.N.C.F., en commandant librement ces pièces où bon lui semble, dépouille le constructeur du résultat de ses efforts techniques. Sans doute, la discrimination de ces pièces par rapport aux pièces banales sur lesquelles les constructeurs n'émettent aucune prétention est assez difficile. C'est pourquoi le *modus vivendi* prévoit qu'en cas de désaccord entre le constructeur et la S.N.C.F. la question sera examinée de concert entre celle-ci et le Comité d'Organisation compétent. Revenant en outre sur le problème des ensembles brevetés, M. ROY a fait remarquer qu'il est exceptionnel qu'un brevet porte sur une pièce isolée non décomposable en éléments qui ne sont pas eux-mêmes couverts par un brevet. Or, par une longue tradition, le Chemin de fer a l'habitude de réparer indéfiniment un même ensemble en remplaçant successivement tous les éléments. Comme chacun de ces éléments n'est pas couvert par un brevet, la S.N.C.F. en arrive ainsi, par une série de remplacements ou de réparations échelonnés sur un long espace de temps, à renouveler entièrement un ensemble breveté, opération que la jurisprudence lui aurait interdit de faire en une seule fois. La loi se trouve ainsi tournée et le constructeur est dépouillé des droits qu'il tenait de son brevet. M. ROY estime donc qu'il ne faut pas s'attacher exclusivement à la notion de "pièces couvertes par les règles sur la propriété industrielle", mais qu'il faut voir la question de plus haut et considérer toutes les pièces qui sont le résultat d'une étude technique faite par le constructeur seul à la demande de la S.N.C.F. et qui portent l'empreinte de la personnalité technique du constructeur. Pour toutes ces pièces, les Comités d'Organisation, au nom desquels parle M. ROY, entendent que la fabrication ou la réparation en soit réservée au constructeur lui-même, sous réserve d'un contrôle que la S.N.C.F. pourrait exercer sur le prix de vente de ces pièces. Tout au plus, les constructeurs pourraient-ils admettre que cette exclusivité soit enlevée aux constructeurs si la S.N.C.F. trouve des industriels acceptant de fabriquer la pièce à des prix nettement moins élevés que le créateur du matériel.

III - DISCUSSION.

Après avoir ainsi exposé l'entretien qu'il a eu avec M. ROY, M. OLIVIER consulte les représentants des Services intéressés sur les propositions à soumettre à M. le Directeur Général.

.....

1.- Les représentants des Services V et A sont extrêmement nets: à leur avis, les règles prévues pour la propriété industrielle suffisent à garantir les intérêts légitimes des fournisseurs; la S.N.C.F. doit conserver, de son côté, la liberté qui lui est reconnue par la doctrine et la jurisprudence de procéder, comme elle l'entend, à l'achat des pièces de rechange et à l'exécution des réparations nécessaires; sans doute aura-t-elle souvent intérêt à s'adresser au fournisseur initial, mais elle ne doit pas s'engager à l'avance à son égard.

Il faut remarquer d'ailleurs :

- a) qu'en principe les fournisseurs initiaux sont mieux placés que leurs concurrents pour la fourniture des pièces de rechange (outillage approprié, expérience, dessins) et que cette situation doit leur permettre de consentir des conditions plus avantageuses. Si on leur attribue un simple droit de préférence, à conditions égales ils se trouveront déjà dans une situation favorisée par rapport aux autres fournisseurs;
 - b) qu'en dehors de la question des prix, il convient également de tenir compte des délais d'exécution, dont l'importance est double : d'une part en raison des besoins pressants de la S.N.C.F. pour certaines fournitures, d'autre part en période de hausse des prix, en raison des répercussions qu'un délai d'exécution plus long entraîne sur le jeu des formules de révision.
- Or, les constructeurs de matériel neuf considèrent en général la fabrication des pièces de rechange et la réparation comme une activité secondaire de leur entreprise : il faut que la S.N.C.F. puisse librement s'adresser au fournisseur qui lui assure une livraison effective dans les plus courts délais;
- c) qu'au surplus, avant la guerre, certains fournisseurs de matériel neuf ne tenaient aucunement à faire la réparation ou à fournir les pièces de rechange; si les circonstances actuelles ont modifié quelque peu leur manière de voir, on peut penser que lors de la reprise de l'activité de leurs entreprises ils reviendront à leurs conceptions anciennes;
 - d) enfin, il semble bien qu'attribuer un monopole de fait aux fournisseurs initiaux serait contraire à la politique artisanale poursuivie par les Pouvoirs Publics, politique dont certains membres de la Conférence soulignent les heureux effets.

2.- Les représentants du Service central du Matériel estiment que la situation des constructeurs de matériel moteur et de matériel roulant est quelque peu différente et qu'il serait légitime de reconnaître pour certaines pièces spéciales, dont l'énumération serait faite à l'avance, un droit de préférence en faveur du constructeur, étant entendu que ce droit de préférence ne jouerait toutefois qu'autant que l'écart entre les prix demandés par lui et les prix des autres fournisseurs éventuels ne dépasserait pas une certaine limite qui pourrait être fixée par exemple à 10 % .

.....

Une telle solution n'impliquerait pas d'ailleurs l'acceptation du projet de protocole préparé par M. ROY, projet dont la rédaction devrait être revue et modifiée sur plusieurs points ; il faudrait notamment limiter dans le temps (5 ou 6 ans par exemple à partir de la fourniture) les droits ainsi conférés aux constructeurs ; il faudrait également prévoir, en cas de désaccord sur les pièces pour lesquelles le constructeur bénéficierait d'une préférence (pièces non courantes mais non couvertes par la propriété industrielle), l'arbitrage d'une autorité indépendante - un délégué du Secrétaire d'Etat aux Communications, par exemple - ; enfin, une telle concession de la S.N.C.F. serait subordonnée par elle à la remise par le constructeur initial des dessins dont la S.N.C.F. a besoin.

3.- Divers membres de la Conférence insistent sur le précédent fâcheux que peut constituer un droit de préférence qui serait accordé, même à des prix plus élevés, à des fournisseurs : M. OLIVIER observe qu'il peut en résulter pour la S.N.C.F. des conséquences onéreuses et qu'il n'est pas certain qu'une telle solution aura l'agrément des autorités supérieures de la S.N.C.F. et de la Commission des Marchés.

En la forme, il appelle l'attention sur le fait que si des dispositions de cette nature devaient être admises pour les marchés de matériel moteur et de matériel roulant, ces dispositions trouveraient sans doute leur place dans le Cahier des Clauses et Conditions Générales dont la mise à jour est envisagée. La portée de ces dispositions exceptionnelles serait ainsi très nettement définie à l'avance.

IV - CONCLUSION.

La Conférence estime donc à la majorité qu'il convient de proposer à M. le Directeur Général le rejet de la demande formulée par M. ROY.

Si, toutefois, M. le Directeur Général estimait, conformément à l'avis émis par le représentant de la Division Centrale des Etudes du Service T, qu'une exception doit être faite pour certaines pièces concernant du matériel moteur ou du matériel roulant, les représentants du Service T et du Service du Contrôle des Marchés se rapprocheraient pour étudier une nouvelle rédaction du protocole dans le sens restrictif indiqué ci-dessus.

MEMENTO de la Conférence réunie le 6 juillet 1942 sous la
présidence de M. OLIVIER, Chef du Service du Contrôle des Marchés

Examen d'un projet de protocole
présenté par 10 Comités d'Organisation
sur le droit de reproduction des maté-
riels et objets fabriqués pour la S.N.C.F.

Présents :

Service T -

Division Centrale Te : M. TONGAS

DEA : M. LE FUSTEC

DEL : M. DELANQUE

DETE : M. BARBIER

DEV : M. BULTE

BNCF : M. POISSON

Subdivision Centrale To : M. FONTAINE

Service V : M. DEQUEKER

M. MICHEL

M. DE BOUARD

Service A : M. PLA

M. THOMAS

M. LALANNE

Service C.M. : M. DANE

I - OBJET DE LA REUNION.-

M. LANCRENON, du Comité MATFER, a soumis au Service T, d'une part, au Service A, d'autre part, un projet de protocole fixant les conditions dans lesquelles la S.N.C.F. pourrait utiliser pour les réparations du matériel ou l'achat de pièces de rechange les dessins d'ensemble ou de détail qui lui auraient été remis par les constructeurs ou les fournisseurs, en exécution des clauses de certains marchés.

Ce projet est reproduit en annexe au présent memento (Annexe I).

Les Comités au nom desquels il a été présenté sont énumérés à l'Annexe II .

La S.N.C.F. se trouve donc en présence d'une action concertée des Organismes qui réunissent la plupart de ses fournisseurs; il s'agit de définir pour tous les Services de la S.N.C.F. l'attitude qu'elle doit prendre à l'égard de cette demande : c'est l'objet de la réunion convoquée par M. OLIVIER.

M. OLIVIER rappelle dans quelles conditions cette question a été soulevée : par analogie avec les dispositions insérées par la Commission Nationale des Marchés publics dans le Cahier des
Clauses et Conditions Générales applicables aux marchés de fournitures

.....

de l'Etat (1), la S.N.C.F. a introduit dans l'art. 12 du Cahier des Clauses et Conditions générales applicables à ses propres marchés de fournitures (édition du 1er janvier 1941) la clause suivante :

" Celui-ci (le fournisseur) doit réserver le droit pour la S.N.C.F. de réparer, elle-même ou de faire réparer les appareils qu'elle a acquis, au mieux de ses intérêts, par qui bon lui semble et de se procurer comme elle l'entend les pièces nécessaires à cette réparation, sans avoir à payer de droit de licence".

Cette disposition, qui donne à la S.N.C.F. toute liberté pour la réparation du matériel, pour la fabrication ou l'achat des pièces de rechange nécessaires, a paru à certains Comités contraire aux droits tout au moins moraux des constructeurs et fournisseurs et, en tout cas, à leurs intérêts.

D'où l'action entreprise par les Comités d'Organisation pour tenter de faire échec à cette clause en présentant à la signature de la S.N.C.F. un protocole qui fixerait ses obligations et accorderait pratiquement aux constructeurs et fournisseurs initiaux l'exclusivité des réparations ou de la fourniture des pièces de rechange.

En contre-partie de cette exclusivité, le projet de protocole prévoit qu'une enquête pourrait être faite, à la demande de la S.N.C.F., par le Comité d'Organisation intéressé, sur la justification des prix proposés pour la fourniture des pièces de rechange, le délégué du Comité d'Organisation pouvant être assisté du délégué de la S.N.C.F. mandaté par elle auprès du Comité pour les investigations concernant les prix.

II - DISCUSSION.-

Les propositions présentées par les Comités d'Organisation appellent les observations suivantes :

a) Tout d'abord, il convient de noter qu'elles tendent à accroître considérablement les droits que les constructeurs ou fournisseurs pourraient tenir de la législation sur la propriété industrielle.

Il n'est plus question, en effet, de limiter les droits des constructeurs ou des fournisseurs ni à la durée de validité de leur brevet, ni aux inventions ayant fait l'objet d'un brevet à leur profit : le seul fait d'avoir construit un matériel suffirait à leur conférer le droit d'exécuter les réparations ou de fournir les pièces de rechange.

La Conférence est unanime à penser que, sur ce point, la demande du Comité d'Organisation est inadmissible : si un droit d'exclusivité devait être reconnu aux constructeurs, ce ne pourrait être que pour les inventions qui sont couvertes par des brevets leur appartenant en propre et dans la limite de validité de ces brevets.

(1) Art. 19, par. 2 - "L'Administration se réserve le droit absolu de réparer elle-même ou de faire réparer les appareils qu'elle a acquis au mieux de ses intérêts par qui bon lui semble et de se procurer comme elle l'entend les pièces nécessaires à cette réparation".

b) D'autre part, la possibilité de reconnaître un droit d'exclusivité ne peut être envisagé que s'il s'agit d'un brevet pris par le fournisseur ou le constructeur en dehors du travail qu'il a effectué pour la S.N.C.F.

De ce point de vue, la question ne peut se poser pour les marchés d'études passés par le Service Central du Matériel pour du matériel nouveau : le paiement de ces études doit comporter, pour la S.N.C.F., le droit de faire réaliser librement à son profit les inventions qui auraient pu être faites à l'occasion de l'étude et de s'opposer à toute utilisation de ces inventions par des tiers sans son consentement. Les représentants du Service T rappellent qu'un accord dans ce sens est intervenu récemment avec le Comité MATFER (annexe III).

De même, la question ne peut se poser davantage pour les marchés relatifs à du matériel nouveau qui comportent à la fois des études conjointes des constructeurs et des bureaux techniques de la S.N.C.F. et la réalisation d'un prototype. La conférence estime que les prix des marchés de cette nature devraient être considérés comme comprenant pour la S.N.C.F. le droit de faire reproduire comme elle l'entend l'appareil ainsi étudié en commun et, à plus forte raison, de faire procéder à son gré aux réparations nécessaires ou à la fabrication des pièces de rechange dont elle a besoin. En fait, le constructeur initial sera sans doute mieux placé que les autres concurrents pour effectuer ces réparations ou fabriquer les pièces de rechange ; mais on ne saurait lui reconnaître un droit exclusif à ce sujet. La S.N.C.F. doit rester libre de s'adresser ailleurs si elle le juge possible et conforme à ses intérêts.

c) Il ne peut donc y avoir de question que pour le matériel couvert en tout ou en partie par des inventions antérieures appartenant au fournisseur considéré.

Ici, il est bien certain que le fournisseur est en droit d'exiger qu'une rémunération lui soit allouée pour son invention et, de ce point de vue, il serait en droit de s'opposer à la reproduction de l'objet couvert par ses brevets.

Mais est-il en droit de s'opposer à la réparation des objets qu'il a fournis ou à la fabrication des pièces de rechange ?

Dans l'état actuel de la jurisprudence, la négative n'est pas douteuse :

D'après le Répertoire pratique DALLOZ V° Brevets d'invention n° 323 :

"La réparation par un tiers d'un objet fabriqué et vendu par le breveté n'est pas une contrefaçon à moins qu'elle ne soit tellement importante qu'elle constitue en réalité une réfection complète de l'objet; le breveté à l'égard de cet objet a épuisé son droit par la vente et son droit exclusif ne recommence à s'exercer que lorsque, l'objet ayant péri ou étant devenu tout à fait impropre à l'usage auquel il était destiné, c'est en réalité un nouvel objet qu'il devient nécessaire de substituer au premier"
(V. POUILLET, n° 699 ; PICARD et OLIN, n° 580 ; ALLART, t.3, n°452;

.....

"MAINIE, n° 2433 - Contre : BLANC, p.652).- Décidé, en ce sens que
"l'industriel qui a composé une machine nouvelle, en combinant des
"rouages tombés séparément dans le domaine public, ne peut prétendre
"au droit exclusif de fournir les pièces de rechange nécessaires
"pour la réparation des machines fabriquées d'après le mode breveté;
"que la fabrication et les fournitures de ces pièces de rechange
"sont licites de la part de tout autre fabricant, dès qu'elles n'ont
"pas eu pour but de fournir directement ou indirectement le moyen
"de fabriquer ou de refaire les machines de l'espèce brevetée, et
"alors surtout qu'elles sont limitées à une seule nature de pièces,
"telles que des pièces en fonte qui ne sont pas susceptibles d'être
"réparées lorsqu'elles se brisent ou se détériorent (Cr. 5 juillet
"1862 D.P. 63 I.385) - Jugé, de même, que la réparation d'un objet
"breveté ne peut être considéré comme une contrefaçon qu'autant
"qu'elle est assez importante pour substituer en réalité un objet
"nouveau à l'objet détérioré et que la preuve que la réparation a eu
"cette importance ne résulte pas suffisamment de la mention "remis
"à neuf" inscrite sur les livres du fabricant qui l'a exécutée
"(Paris, 15 février 1867, Ann. 69.301 - V. toutefois, Orléans,
"24 avril 1855, D.P. 55.2.327 ; Trib. corr. Seine, 16 juillet 1863
"Ann. 64.186)."

"Le fournisseur ne pourrait s'opposer à la fabrication d'une
"pièce de rechange que si cette pièce constituait en elle-même
"une invention propre couverte par un brevet spécial : en pareil
"cas, la pièce en question pourrait bien être réparée en dehors du
"constructeur, mais une pièce semblable ne pourrait être fabriquée
"que par lui ou avec son accord.

d) La question de droit ainsi réglée, reste la question de
fait. N'y a-t-il pas intérêt pour la S.N.C.F. à s'adresser pour
les réparations ou pour la fourniture des pièces de rechange au
constructeur lui-même plutôt qu'à tout autre fournisseur ?

Elle ne peut se poser, en réalité, que pour les pièces
fabriquées par le constructeur lui-même, à l'exclusion de celles
dont la fabrication est confiée par lui à des sous-traitants ; pour
ces dernières, la S.N.C.F. a intérêt à s'adresser directement soit
aux sous-traitants, soit à la concurrence ; l'annexe IV indique un
certain nombre d'exemples qui montrent les différences de prix qui
peuvent exister pour un même objet, selon qu'il est commandé directe-
ment à son fabricant ou par l'intermédiaire du constructeur.

En est-il de même pour les pièces fabriquées par le
constructeur lui-même dans ses propres ateliers ? S'il s'agit de
pièces de rechange commandées en même temps que la commande initiale,
on peut admettre que, tant au point de vue technique qu'au point de
vue financier, le constructeur se trouve mieux placé et qu'il y a
tout intérêt à lui confier l'exécution des pièces de rechange.

S'il s'agit, au contraire, de pièces commandées ultérieurement,
il n'est pas certain que le constructeur soit mieux placé que les
autres industriels et, sauf cas particulier où il s'agit de pièces
elles-mêmes brevetées, il y aura intérêt à consulter la concurrence.

e) Sans doute, pour calmer les craintes légitimes que peut susciter l'exclusivité qu'ils réclament en faveur du constructeur les Comités d'Organisation offrent-ils à la S.N.C.F. la possibilité de faire procéder à une enquête par le Comité d'Organisation intéressé.

Mais, d'une part, on peut rester sceptique sur les résultats d'une enquête sur les prix de revient, en raison de la complexité des éléments qui entrent en ligne de compte.

D'autre part, les conditions dans lesquelles cette enquête serait faite - non par le représentant de la S.N.C.F. mais par le délégué du Comité d'Organisation intéressé - ne sauraient donner à la S.N.C.F. les apaisements nécessaires en présence des écarts qu'elle a constatés sur les prix offerts pour les mêmes pièces par le constructeur et par la concurrence.

Sans doute, la présence d'un représentant de la S.N.C.F. à cette enquête est-elle prévue, mais c'est celle du fonctionnaire qu'elle a délégué à cet effet auprès du Comité intéressé : or, en pratique, une seule désignation a été faite jusqu'ici : c'est celle du fonctionnaire qui a été accrédité auprès du Comité MATFER par le Service T (1).

Il est possible, enfin, que les prix demandés par les constructeurs soient justifiés par leur propre prix de revient; mais, si d'autres fournisseurs ont, grâce à une meilleure organisation ou à d'autres moyens, un prix de revient inférieur, pourquoi la S.N.C.F. renoncerait-elle à s'adresser à ceux-ci ?

III - CONCLUSIONS.-

Pour les motifs ci-dessus, la Conférence est unanime à penser que la S.N.C.F. n'a aucune raison de renoncer à la position qu'elle a prise lors de l'insertion dans l'art. 12 du Cahier des Clauses et Conditions générales des marchés de fournitures de la disposition lui permettant de réparer elle-même ou de faire réparer comme elle l'entend les appareils qu'elle a acquis et de se procurer les pièces de rechange chez un fournisseur de son choix.

On pourrait même se demander s'il ne conviendrait pas d'insérer une disposition analogue dans les marchés qui ne se réfèrent pas à ce texte ; la Conférence ne le pense pas cependant ; une telle disposition n'ajouterait rien aux droits qui résultent de la jurisprudence, elle risquerait, au contraire, d'inciter les constructeurs à majorer les prix de leurs marchés.

.....

- (1) Le Comité MATFER semble avoir d'ailleurs sur le rôle de ce fonctionnaire l'idée singulière qu'il est le délégué de la S.N.C.F. et non le mandataire de ses Chefs et que, par suite, c'est à lui seul qu'il appartient d'apprécier les justifications qui lui sont fournies ou les renseignements qu'il doit demander.

Le Comité MATFER prétend également que le droit de procéder à des investigations chez le constructeur ne saurait aller jusqu'à un contrôle du prix de revient.

Thèses qui sont difficilement admissibles par la S.N.C.F., puisque le droit qu'on veut bien lui accorder ne lui permettrait d'obtenir que des renseignements imprécis ou incomplets.

Mais cela ne veut pas dire qu'on ne devra jamais s'adresser aux constructeurs pour les réparations ou la fourniture de pièces de rechange et il y aura toujours intérêt à les consulter, parfois même à s'adresser directement à eux, mais il ne faut pas que cela soit une obligation pour la S.N.C.F.

La Conférence est donc d'avis qu'il y a lieu de rejeter le projet de protocole présenté par les Comités d'Organisation et de s'en tenir à la situation actuelle.

Avant de soumettre ces conclusions à M. le Directeur Général, M. OLIVIER prendra contact avec M. ROY, représentant des divers Comités intéressés, pour lui faire préciser les raisons qui ont conduit les Comités d'Organisation à présenter ces propositions afin que M. le Directeur Général puisse avoir tous les éléments d'appréciation.

Le 11 juin 1942

Propriété
industrielle

Projet de Modus vivendi

- 1°- Les clichés des matériels étudiés par les Constructeurs fournis à la S.N.C.F. en exécution de leurs marchés, comporteront toujours les indications habituelles d'origine (raison sociale, numéros des plans, des modèles, etc.); ils feront mention des brevets, dépôts de modèles et autres modes légaux de protection des droits de propriété industrielle relatifs ou se rattachant aux pièces ou ensembles représentés par ces dessins.
- 2°- a) Les dessins de pièces ou d'ensembles effectivement couverts par les droits légaux de propriété industrielle mentionnés sur les clichés du Constructeur ne seront pas communiqués à des tiers.
b) Il en sera de même pour ceux des autres dessins d'ensembles généraux, d'ensembles partiels et de détails sur lesquels le constructeur, d'accord avec la S.N.C.F., apposera la mention "Reproduction interdite". En cas de désaccord entre la S.N.C.F. et le Constructeur sur la nature des dessins à munir de cette mention, la question serait soumise à un examen de concert entre la S.N.C.F. et le Comité d'Organisation compétent.
- 3°- Les dessins n'appartenant pas à ces deux catégories a) et b) pourront être, sans aucune réserve, reproduits par la S.N.C.F., en conservant leur marque d'origine, et communiqués à des tiers pour les besoins de l'exécution.
- 4°- La reproduction des articles sur dessins des catégories 2°- par la S.N.C.F. dans ses ateliers est admise en cas d'urgence, et sera limitée aux rechanges immédiatement nécessaires.
- 5°- Lorsque la S.N.C.F. le désirera, le Comité d'Organisation compétent fera une enquête sur la justification des prix proposés pour la fourniture des articles sur dessins des catégories 2°. Dans cette enquête, le délégué du Comité d'Organisation pourra, sur la demande de la S.N.C.F., être assisté du délégué de la S.N.C.F. mandaté par elle auprès du Comité pour les investigations concernant les prix.

Comités au nom desquels a été présenté
le projet de modus vivendi relatif aux droits de propriété industrielle

- 1°- Comité général d'Organisation des Industries de la Mécanique - C.O.G.I.M. - 11, avenue Hoche.
- 2°- Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce des Machines thermiques, hydrauliques et pneumatiques (C.O.R.M.A.T.) - 38, avenue Hoche.
- 3°- Comité d'Organisation des Industries de la Construction de Matériels pour Manutention, Travaux publics et Sidérurgie (C.O.M.T.P.S.), 38, avenue Hoche.
- 4°- Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce de la Machine-Outil, de l'Outillage et de la Soudure (C.O.M.O.S.) 38, avenue Hoche.
- 5°- Comité d'Organisation du Travail des Métaux (C.O.T.M.) 10, avenue Hoche.
- 6°- Comité d'Organisation de l'Industrie et du Commerce du Matériel de Transport ferroviaire (MATFER), 14, rue Cambacérès.
- 7°- Comité d'Organisation des Industries de la Fonderie (C.O.I.F.), 66, rue Boissière.
- 8°- Comité d'Organisation des Industries de la Grosse Forge et du gros Emboutissage (C.O.G.F.G.E.), 4, rue de la Tour-des-Dames.
- 9°- Comité d'Organisation des Industries de la Construction Electrique (C.O.C.E.L.E.C.), 11, rue Hamelin.
- 10°- Comité d'Organisation de la Sidérurgie (C.O.R.S.I.D.) 7, rue de Madrid.